

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



2014 | STRATÉGIES ET ORIENTATIONS

La Coopération luxembourgeoise

LËTZEBUERGER ENTWÉCKLUNGSZESUMMENARBECHT



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire



Liste des Acronymes

PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
UNHCR	Agence des Nations unies pour les réfugiés
HCR	Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés
UNEP	Programme des Nations unies pour l'environnement
ONU	Organisation des Nations unies
UE	Union européenne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CAD	Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (DAC en anglais)
CDD	Commission du développement durable
ODD	Objectifs du Développement Durable
APD	Aide publique au développement
GES	Gaz à effet de serre
COP	Conférence Climat
PNDD	Plan national pour un développement durable
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
DCD	Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE
APO	Accord de Partenariat Opérationnel
EES	Evaluations environnementales stratégiques
ONG	Organisation non gouvernementale
PANA	Programmes d'action nationaux pour l'adaptation
SIPC	Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes
GFDRR	Facilité Mondiale pour la Réduction des Catastrophes et la Reconstruction
BCPR	Bureau pour la Prévention de Crises et la Réhabilitation
CCAI	Initiative sur les Changements Climatiques et l'Adaptation
MRC	Commission du Fleuve Mékong
PIC	Programme indicatif de Coopération
ERMI	Centre des énergies renouvelables et maintenance industrielle
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
NAMAs	Programme de mitigation du changement climatique
MDP	Mécanisme de Développement Propre
CTP	Conseiller Technique Principal
AT	Assistance Technique



SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	4
2. CADRE RÉFÉRENTIEL INTERNATIONAL	6
3. BASE LÉGALE	8
4. ORIENTATIONS POLITIQUES NATIONALES	9
5. APPROCHE OPÉRATIONNELLE	11
6. INDICATIONS DE MISE EN OEUVRE	13
Intégration de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques dans l'action de la Coopération luxembourgeoise	13
Axe stratégique 1 : Préserver l'environnement	15
Axe stratégique 2 : Appuyer les efforts d'adaptation	16
Axe stratégique 3 : Appuyer les efforts d'atténuation (mitigation)	18
Le renforcement des capacités comme indication de mise en œuvre transversale	19
ANNEXE 1	20
ANNEXE 2	32
ANNEXE 3	33
ANNEXE 4	34



1. INTRODUCTION

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable tel que défini par le Rapport Brundtland, à savoir qu'elles contribuent à « un développement qui répond aux besoins des générations actuelles sans pour autant compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Cette définition tient compte des différentes composantes du développement durable : un pilier social, un pilier économique et un pilier environnemental. Ces trois composantes orientent les activités de coopération au développement du Grand-Duché de Luxembourg.

Dans le cadre de l'objectif primordial de la Coopération luxembourgeoise, à savoir l'éradication de la pauvreté par le développement durable, la présente stratégie se concentre sur le lien intrinsèque entre environnement et développement. Elle traite tout particulièrement de l'impact du changement climatique sur le développement, qui constitue une menace supplémentaire ressentie davantage par les populations les plus vulnérables qu'il faut aider dans leurs efforts d'adaptation.

Le changement climatique est un défi majeur pour le développement humain du 21^e siècle. Notre incapacité à relever ce défi pourrait anéantir les efforts internationaux de lutte contre la pauvreté.¹ En effet, le recul de la pauvreté passe aussi par la préservation de la nature et des ressources et cela d'autant plus que les économies des pays à faibles revenus sont particulièrement dépendantes des ressources naturelles pour leur développement. La majorité des activités économiques de ces pays sont des activités de subsistance basées sur la biomasse et dépendantes des ressources naturelles directement accessibles à la population. La corrélation entre le déclin du capital naturel et la réduction de la durabilité du développement est d'autant plus frappante. En effet, du milliard d'habitants qui doivent survivre avec moins de 1 dollar par jour, 70 % habitent en milieu rural. Vu leur dépendance directe des services écosystémiques et des ressources environnementales (eau, sol, semences, fertilisants, ressources génétiques, énergie à base de biomasse ou déchets d'origine animale, ...), ce sont les plus pauvres qui sont les plus vulnérables face aux dégradations de l'environnement et aux modifications imprévisibles du climat. Une meilleure

prise en compte de la corrélation climat – eau – nourriture s'avère donc indispensable.

Le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD)² distingue trois grandes catégories de services fournis par les écosystèmes à l'humanité :

- l'approvisionnement (nourriture, fibres, combustibles) ;
- la régulation (purification, détoxification, atténuation de l'effet de sécheresse et des inondations) et ;
- l'enrichissement spirituel, culturel, esthétique ou social.

Ainsi tout développement qui se veut durable doit nécessairement se baser sur une réelle prise en compte de l'environnement. Or, force est de constater aujourd'hui que la communauté internationale ne s'est pas encore mise d'accord sur un modèle de développement durable à suivre. En effet, depuis le milieu des années 80, l'empreinte écologique de l'humanité dépasse la capacité de la Terre à régénérer de nouvelles ressources naturelles et à absorber les déchets. Actuellement, la consommation de la population mondiale dépasse de plus de 30 % la capacité de la Terre à régénérer de nouvelles ressources naturelles. La durabilité environnementale est aussi fonction de la croissance démographique, car un nombre croissant de consommateurs de ressources augmente la pression sur les ressources disponibles. Toujours est-il que notre planète détient assez de ressources pour nourrir la population mondiale et pour faire face aux émissions anthropogènes, sous condition que l'empreinte écologique et climatique par tête reste raisonnable et que les ressources disponibles soient équitablement réparties parmi tous les habitants de la planète.

Le stress que la population humaine cause aux systèmes naturels est réparti de manière inégale sur la planète. La tendance des pays industrialisés à la surexploitation des richesses naturelles et à la pollution n'est pas durable sur le long terme. Par ailleurs, elle engendre des conséquences négatives dont les pays en développement souffrent de manière disproportionnée, alors qu'ils ne comptent que pour une partie beaucoup plus faible dans la production de gaz à effet de serre (GES).

L'UNHCR met en garde que les changements climatiques deviendront, dans un futur proche, le facteur majeur pour les déplacements de populations tant au sein des pays qu'au-delà des frontières nationales. Chaque année, quelque 36 millions de personnes sont déplacées par des

¹ PNUD, Rapport sur le Développement Humain. La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé, 2007/08.

² UNEP, Exploring the links, 2004.





catastrophes naturelles. Sur ce nombre, plus de 20 millions de personnes ont été déracinées du fait de facteurs relatifs aux changements climatiques. Alors que la distinction entre réfugiés et migrants se brouille, le besoin de mécanismes temporaires de protection et de mesures de planification anticipative n'apparaît que plus clairement. Le HCR met aussi en lumière le lien croissant entre changements climatiques et conflit. Les changements climatiques peuvent mettre l'accent sur la compétition pour les ressources – eau potable, nourriture, pâturages – qui peut provoquer le conflit.³

Toute stratégie de développement doit intégrer le facteur démographique pour générer un développement durable, éradiquer la pauvreté, et contribuer à la mise en œuvre d'une meilleure qualité de vie des populations des pays en développement. Plus particulièrement, il s'agit de mieux prendre en compte le potentiel des femmes, formant actuellement la majorité des pauvres du monde, dans les efforts pour faire face aux effets du changement climatique.⁴

3 Pour les publications de l'UNHCR sur le lien entre migrations et changement climatique, consulter : <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621e35e.html>

4 UNFPA, Climate Change Connections. A Resource Kit on Climate, Population and Gender, 2009.



2. CADRE RÉFÉRENTIEL INTERNATIONAL

La présente stratégie se base sur les orientations politiques et stratégiques développées par l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Union européenne (UE) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et plus particulièrement sur les Conventions de Rio et l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 7.

Les traités, conventions et accords internationaux relevant des domaines de l'environnement et du changement climatique auxquels le Luxembourg adhère (voir annexe 3) sont respectés dans le cadre de la coopération au développement.

Pour le volet ONU, il s'agit notamment de la Déclaration résultant de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en juin 1992 et de l'Agenda 21, programme d'actions et de recommandations issu de la Conférence de Rio.

En 1992 est signée la Convention sur la diversité biologique, ainsi que la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification suit en 1994. Ces trois conventions, communément appelées « Conventions RIO » traitent des menaces qui pourraient miner les efforts collectifs pour éradiquer la pauvreté et réaliser un développement durable global.⁵

En 1997 s'y est ajouté le Protocole de Kyoto relatif à la CCNUCC. Le Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg en 2002, a recommandé une série de mesures visant à réduire la pauvreté et à protéger l'environnement, suivi en 2005 par le Sommet mondial des Nations unies.

En 2000, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Déclaration du Millénaire et défini huit OMD. Le besoin impératif d'assurer un développement durable qui prenne pleinement en compte l'importance de la préservation de l'environnement est souligné dans le cadre des OMD, et plus précisément dans le cadre de l'OMD 7 qui rappelle que ce sont les populations rurales des pays en développement qui sont les plus vulnérables.

Quatre priorités ont été dégagées dans le cadre de cet OMD 7 dédié à la préservation de l'environnement⁶ :

- Cible 7 B : réduire l'appauvrissement de la diversité biologique et en ramener le taux à un niveau sensiblement plus bas d'ici à 2010 ;
- Cible 7 C : réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base ;
- Cible 7 D : améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis.

En juin 2012, s'est tenue, de nouveau à Rio de Janeiro la Conférence des Nations unies sur le développement durable 2012, dite Rio+20. Elle a été organisée dans la continuité du Sommet de Rio de 1992, dont elle marquait le 20^e anniversaire. Le document adopté lors de cette conférence s'intitule « L'avenir que nous voulons » et a décidé entre autre de créer un forum politique de haut niveau chargé de veiller au suivi du développement durable. La création de ce forum a mis fin à la Commission du développement durable (CDD) qui a tenu sa dernière session en septembre 2013.

La Conférence de Rio+20 a aussi lancé un processus devant conduire à l'établissement d'Objectifs du Développement Durable (ODD) susceptible de remplacer les OMD. A ce jour il n'est pas encore certain de quelle manière la question des changements climatiques sera reprise dans ces objectifs, si elle se verra accorder un objectif à elle seule ou bien si elle sera reprise à travers les différents objectifs en tant que cibles (la protection des forêts, l'énergie durable, la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau, la durabilité des mers et océans etc...). Les ODD devront permettre de garantir une vie digne à bientôt 9 milliards d'individus sur une planète aux ressources limitées et aux changements climatiques accélérés. Il est certain que la question sera définitivement prise en compte par la dimension environnementale du développement durable. En effet le développement durable tel que défini à Rio+20 devra être à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable.

En matière de lutte contre le changement climatique et en ce qui concerne la période 2010-2012, l'engagement collectif des pays industrialisés pour le financement de mise en œuvre rapide (Fast Start Finance), notifié en 2009 dans l'Accord de Copenhague, a été confirmé en 2010 par la 16^e Conférence des Parties de la CCNUCC à Cancún. Au niveau de l'UE, les conclusions du Conseil

5 Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE, « Les lignes directrices du CAD : Intégrer les Conventions de Rio dans la coopération pour le développement », OCDE 2003. <http://www.oecd.org/dataoecd/11/51/18989843.pdf>

6 http://www.un.org/french/millenniumgoals/goal_7.html





européen des 10 et 11 décembre 2009 avaient déjà confirmé la volonté de l'Union européenne et de ses pays membres de contribuer au financement Fast Start à hauteur de 2,4 milliards d'euros par an pour la période 2010-2012. Le Luxembourg s'est engagé à contribuer au Fast Start avec un montant total de 9 millions d'euros sur trois ans (2010-2012), soit 3 millions d'euros par an. Cet apport s'est fait par des financements additionnels à l'aide publique au développement (APD), moyennant des Fonds provenant du Fonds Climat et Énergie. La 16^e Conférence des Parties à Cancun avait aussi décidé de la mise en place d'un Fonds Vert pour le Climat, censé recueillir d'ici 2020 100 milliards d'euros / an et devenant ainsi l'instrument majeur pour acheminer le financement climatique de mesures d'adaptation et de mitigation des effets du changement climatique dans les pays en développement. A l'occasion du Sommet Climat, convoqué en septembre 2014 (en marge de l'Assemblée générale des Nations unies) par le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki Moon, le Luxembourg a annoncé une contribution de 5 millions d'euros au Fonds Vert pour le Climat.

En ce qui concerne la période post 2012 et la suite du Protocole de Kyoto, un an après la Conférence sur le climat de Durban, où l'ensemble des pays avaient pour la première fois souscrit à une feuille de route menant à un accord mondial juridiquement contraignant en 2015, les 195 Parties à la CCNUCC ont travaillé à Doha à l'élaboration de ce futur régime international. Face à l'urgence à agir pour limiter à 2°C l'augmentation des températures mondiales par rapport à l'époque préindustrielle et éviter ainsi de graves dérèglements, les pays de l'Union européenne et quelques pays partenaires se sont engagés dans une deuxième période d'engagement dans le Protocole de Kyoto. Cette période durera 8 ans, de 2013 à 2020. Malheureusement, les pays qui ont adopté un objectif légalement contraignant de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) représentent seulement 15 % des émissions mondiales de GES. Les Parties sont ainsi invitées à revoir à la hausse leurs engagements de réduction des émissions de GES dès 2014.

Doha a aussi permis d'adopter un programme de travail afin de planifier les négociations d'ici à 2015. Des travaux ont d'ores et déjà été menés pour relever avant 2020 le niveau d'ambition, sans attendre le futur accord qui devrait être adopté sous présidence française lors du COP21 (Conférence Climat) de Paris en 2015. En septembre 2014, le Secrétaire général des Nations unies réunira les chefs d'État autour d'un Sommet sur les Chan-

gements Climatiques afin de renforcer la mobilisation en vue de cette échéance.

Lors de la COP 19 à Varsovie, qui s'est tenu en novembre 2013, les 195 Parties à la CCNUCC ont confirmé leur volonté de conclure en 2015, à Paris, un accord universel sur le climat et mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le travail préparatoire, tant au niveau national que multilatéral, en vue de la Conférence de Lima fin 2014 (COP 20). Ainsi il a été demandé à tous les Etats de communiquer leurs contributions en matière de réduction GES avant la Conférence de Paris afin qu'elles soient évaluées au premier semestre 2015.

La conférence a aussi permis de progresser dans le soutien aux pays les plus vulnérables avec un accord sur le financement de la lutte contre le changement climatique. De plus, un accord a été adopté sur des arrangements institutionnels portant sur les pertes et dommages subis par les pays en développement à cause du réchauffement climatique.

En matière d'environnement et de développement, l'OCDE a élaboré toute une série de documents et outils, notamment sur le lien entre d'une part l'environnement, la biodiversité, la désertification, le déboisement et, d'autre part le développement, sur le changement climatique et son impact sur le développement, sur le développement durable ou sur l'évaluation environnementale stratégique⁷. Les orientations retenues dans ces guides et lignes directrices devront être prises en compte pour mieux inclure l'environnement et la lutte contre le changement climatique dans la coopération au développement, pour améliorer la coordination et la cohérence des efforts dans le domaine du développement et de la protection de l'environnement.

Dans son Consensus européen pour le développement (février 2006)⁸, l'UE rappelle que l'éradication de la pauvreté et le développement durable constituent, plus que jamais, des objectifs importants. Le Consensus européen pour le développement présente une vision commune qui oriente l'action de l'UE dans le domaine de la coopération au développement, tant au niveau de ses Etats membres qu'à celui de la Communauté.

⁷ http://www.oecd.org/findDocument/0,3354,fr_2649_37425_1_119820_1_1_37425,00.html et http://www.oecd.org/findDocument/0,3354,fr_2649_37465_1_119820_1_1_37465,00.html

⁸ http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/european_consensus_2005_en.pdf



3. BASE LÉGALE

L'article 11bis de la Constitution luxembourgeoise dispose: «*L'Etat garantit la protection de l'environnement humain et naturel, en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et la satisfaction des besoins des générations présentes et futures*».

Loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

L'article 1^{er} de la loi modifiée définit l'objectif principal en matière de coopération au développement, qui est «*la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté, à travers le soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental des pays en développement*».

L'article 4 de cette loi dispose que «*le fonds [de la coopération au développement] peut intervenir dans les pays en développement dans les secteurs suivants: [...] la coopération dans le domaine de l'environnement; [...]*».

Loi du 23 décembre 2004 de financement des mécanismes de Kyoto

Dans son article 22, cette loi décide la mise en place d'un comité interministériel chargé de conseiller le ministre ayant l'environnement dans ses attributions des secteurs d'intervention du fonds de financement des mécanismes de Kyoto. En ce qui concerne le fonctionnement de ce comité interministériel, sa composition et ses attributions, le règlement grand-ducal du 21 janvier 2005, déterminant la composition et les modalités de fonctionnement du comité interministériel en matière de financement des mécanismes de Kyoto, requiert à l'article 1 la participation d'un représentant du ministre ayant la coopération au développement dans ses attributions.

La loi budgétaire 2011 a conduit à travers son article 4 à une extension du domaine d'intervention de ce fonds, qui, désormais dénommé Fonds Climat & Énergie, pouvait maintenant également servir au financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement.

Loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

Cette loi instaure une structure institutionnelle bien définie, désigne une série d'instruments, entre autres un plan national pour un développement durable établi tous les

quatre ans et évalué sur base d'un rapport national sur la mise en œuvre du développement durable, et nomme leurs responsables respectifs⁹.

Dans son article 2 le développement durable est défini comme «*le développement axé sur la satisfaction des besoins des générations présentes, sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs propres besoins, et basé sur trois piliers d'égale valeur, à savoir le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement*».

Le PNDD tel que publié en novembre 2010 contient aussi un chapitre sur la responsabilité internationale, avec l'objectif de contribuer à une réduction de la pauvreté et de promouvoir un développement durable.

⁹ Le site internet suivant renseigne sur tous ces éléments: http://www.environnement.public.lu/developpement_durable/developpement_durable_suite/index.html#cadre



4. ORIENTATIONS POLITIQUES NATIONALES

Dans le chapitre relatif à la Coopération au développement, le Programme gouvernemental 2013-2018, se prononce aussi sur le lien entre environnement / lutte contre les changements climatiques et coopération au développement :

(...) le Luxembourg participera activement au débat sur l'après-2015 en prenant en compte les Objectifs actuels du millénaire pour le développement, leurs avantages et faiblesses, et les objectifs du développement durable comme retenues dans la conférence de Rio+20, pour aboutir à de nouveaux objectifs globaux. Le financement de ces nouveaux objectifs nécessitera une meilleure prise en compte des actions de la coopération au développement en matière de changement climatique. (...)

Les actions additionnelles mises en œuvre par le Gouvernement conjointement avec des pays partenaires pour prévenir le changement climatique n'affecteront pas les moyens budgétaires réservés à l'éradication de la pauvreté ou à l'aide humanitaire. (...)

Le Gouvernement examinera également d'autres modalités de mise en œuvre du programme de coopération. Il étudiera par ailleurs les moyens pour renforcer la lutte contre le changement climatique en soutenant des projets et programmes à impact environnemental en collaboration avec des partenaires internationaux et en priorité les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise. (...)

Il agira en faveur d'un renforcement de la lutte contre le changement climatique et en faveur de l'accès à l'énergie pour tous (Energy for all) en soutenant politiquement et financièrement des projets et programmes de déploiement et de transfert de technologie dans les domaines de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables en collaboration avec des partenaires internationaux comme IRENA¹⁰. »

Cohérence des politiques

L'intégration de l'aide à l'environnement implique la promotion d'une plus grande cohérence des politiques pour le développement. Les objectifs du Luxembourg en matière de climat sont ainsi liés à sa politique en matière de coopération au développement pour mettre en œuvre des initiatives mutuellement bénéfiques.

En matière de cohérence des politiques pour le développement, la présente stratégie s'aligne sur le programme gouvernemental 2013 -2018 qui appelle à :

- la réduction des coûts et d'amélioration de l'efficacité des investissements et des constructions ;
- la sobriété énergétique, recours aux énergies renouvelables, efficacité des ressources ;
- la simplification de la législation environnementale ;
- la protection de l'environnement humain et de la nature ;
- la réforme fiscale et des finances publiques durables ;
- des marchés publics intégrant des critères de développement durable et d'efficacité énergétique ;
- l'accès à l'information, de participation du public au processus décisionnel et d'accès à la justice en matière environnementale (Convention d'Aarhus) ;
- la mise en œuvre d'une fiche d'impact « développement durable » pour les projets et décisions gouvernementales susceptibles d'avoir une incidence en termes de développement durable ;
- le renforcement de la politique de coopération au développement en matière de lutte contre les changements climatiques, efficacité énergétique, énergies renouvelables ;
- des investissements renforcés en faveur du développement du secteur agricole ;
- soutien en faveur de critères sociaux et écologiques dans la directive européenne 2009/28/CE sur les énergies renouvelables, ainsi qu'à l'introduction d'un volume maximal des biocarburants de la première génération, avec promotion du recours à la deuxième génération de biocarburants.

¹⁰ L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA, *International Renewable Energy Agency*) est une organisation intergouvernementale fondée en 2009, dont la mission est la promotion des énergies renouvelables à l'échelle mondiale et a son siège à Abou Dabi. En juillet 2010, 165 pays et l'Union européenne avaient signé ses statuts, y inclus le Luxembourg. Le statut est entré en vigueur le 8 juillet 2010.





Aide humanitaire

« La Coopération luxembourgeoise alloue au moins 5 % de son budget de l'action humanitaire, par le biais de ses principaux partenaires, au financement d'actions dans le domaine de la prévention et de résilience, de la préparation aux conséquences des catastrophes et des crises violentes ainsi que de la mitigation des risques de catastrophes naturelles, de conflits armés ou de crises violentes. Face à l'impact indéniable du changement climatique, la pauvreté, la vulnérabilité des populations et les catastrophes naturelles ne peuvent plus être considérées de façon isolée. La tendance est dès lors de combiner la prévention des catastrophes et l'amélioration des moyens de subsistance en vue d'une meilleure résilience face aux aléas des chocs externes. »¹¹



¹¹ Extrait de la Stratégie Action Humanitaire, Direction de la Coopération au Développement du Ministère des Affaires étrangères, 2013.





5. APPROCHE OPÉRATIONNELLE

L'objectif de la présente stratégie est de générer des bénéfices environnementaux et climatiques dans les pays en développement, à travers l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans l'action de la Coopération luxembourgeoise, en soutenant les objectifs nationaux de développement durable et de préservation du capital naturel de ces pays et en appuyant des interventions spécifiques dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de l'agriculture durable, de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique.

Cet objectif est structuré en trois axes stratégiques, contenant chacun une composante de développement des capacités environnementales :

Axe stratégique 1 : Appuyer les efforts de préservation de l'environnement ;

Axe stratégique 2 : Appuyer les efforts d'adaptation au changement climatique ;

Axe stratégique 3 : Appuyer les efforts d'atténuation du changement climatique.

Le renforcement des capacités est poursuivi comme priorité transversale dans tous les axes stratégiques, afin d'aider les pays en développement à préserver et mieux gérer leurs ressources naturelles pour les générations présentes et futures, à se préparer et à s'adapter aux modifications climatiques, à maîtriser leurs émissions, et enfin à développer leurs capacités et leurs institutions sur ces trois plans. Au niveau du suivi interne, le marqueur CAD/OCDE « Développement des capacités » est appliqué.

Afin de renforcer l'expertise locale et de réduire les vulnérabilités des populations locales, la consultation et la participation des communautés locales est un élément central à prendre en compte dans la planification de politiques, stratégies et programmes de protection de l'environnement et / ou de lutte contre les changements climatiques.

Les activités que le ministère du Développement durable et des Infrastructures peut financer dans les pays en développement, moyennant le Fonds Climat et Énergie pour répondre aux engagements internationaux du Luxembourg, sont additionnelles à l'action de la Coopération luxembourgeoise dans le domaine de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques.

Axe stratégique 1 : Appuyer les efforts de préservation de l'environnement

L'axe 1 concerne l'amélioration générale de l'environnement physique et biologique des pays en développement, à l'échelle du pays, d'une région ou d'un groupe cible. Dans le contexte de la Coopération luxembourgeoise, centrée sur les secteurs sociaux, et par souci de rationalisation, les luttes contre la désertification et contre la perte de la biodiversité, n'apparaissent pas comme axes spécifiques, mais sont intégrées dans cet axe d'aide à l'environnement.

Parmi les résultats attendus de l'axe 1, on peut citer la contribution à la préservation du capital naturel, en quantité et en qualité, à l'élaboration de politiques et programmes sensibles aux préoccupations environnementales et aux valeurs écosystémiques, au renforcement ou à la simplification du cadre politique et réglementaire en matière environnementale, à la récupération des sols dégradés dans des zones affectées, à la réduction de la pollution ou à la valorisation des déchets, à l'amélioration de l'assainissement, à la réduction de l'incidence sanitaire liée à la dégradation de l'environnement, à l'efficacité énergétique des biens et technologies livrés, à la formation des nouveaux métiers nécessaires à l'économie durable, ainsi qu'à la gestion durable des ressources hydriques, agricoles et forestières, ainsi qu'une meilleure prise en compte de la corrélation eau – nourriture – énergie.

Au niveau du suivi interne, cet axe se traduit entre autres par les trois marqueurs CAD/OCDE « Aide à l'environnement », « Biodiversité » et « Lutte contre la désertification ».

Axe stratégique 2 : Appuyer les efforts d'adaptation au changement climatique

L'axe 2 vise à appuyer les pays partenaires pour mieux se préparer et s'adapter aux modifications climatiques.

Une activité d'adaptation vise à réduire la vulnérabilité des systèmes humains ou naturels aux impacts du changement climatique et aux risques liés au climat en maintenant ou en accroissant la capacité d'adaptation et la résilience. Ceci inclut une multitude d'activités telles que la production d'informations et de savoirs, le développement de capacités, et la planification et la mise en œuvre de mesures d'adaptation au changement climatique (Annexe 1 : DCD/DAC(2009)49, OCDE).





L'adaptation s'impose pour faire face aux conséquences inévitables du changement climatique. Il s'agit de renforcer la résilience des hommes et écosystèmes aux impacts du changement climatique, afin de maintenir les services et fonctions vitales des écosystèmes (production alimentaire, régulation climatique et nutritionnelle, stock carbone, etc.). L'adaptation concerne les ressources naturelles (sols, forêts, biodiversité, écosystèmes, eau), les politiques sanitaires et sociales, les systèmes de production, les infrastructures physiques etc. Dans ce cadre et en vue de réduire la fréquence et l'envergure des catastrophes naturelles, la Coopération luxembourgeoise soutient aussi les efforts des pays en développement en matière de réduction et de gestion des risques climatiques.

Parmi les résultats attendus de l'axe 2, on peut citer l'appui à la mise en œuvre d'actions d'adaptation (voir exemples de mesures d'adaptation en annexe 4), à la sensibilisation, éducation, formation en vue de l'adaptation, à l'élaboration de politiques, plans et budgets intégrant les besoins en matière d'adaptation, au renforcement du cadre politique et réglementaire afin de faciliter l'adaptation, aux systèmes d'alerte précoce ou de projections météorologiques, au renforcement de la protection civile ou des mesures de prévention de catastrophes.

Au niveau du suivi interne, le marqueur CAD/OCDE/RIO « Changement climatique (adaptation) » est appliqué.

Axe stratégique 3: Appuyer les efforts d'atténuation du changement climatique

Cet axe concerne principalement l'acquisition de biens sobres en énergie et peu polluants, le transfert de technologies propres et durables, et la protection des puits de carbone, l'intégration des considérations de mitigation du changement climatique dans la politique et objectifs de développement, le renforcement des capacités et l'accès à l'information environnementale.

« Atténuation » est la traduction officielle du mot anglais « *mitigation* ». L'atténuation signifie la mise en œuvre de politiques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer les puits de carbone (forêts, océans, sols). Réduction des émissions et augmentation de l'absorption dessinent ensemble les contours de l'atténuation des changements climatiques. L'atténuation contribue à l'objectif de stabilisation des concentrations des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dan-

gereuse du système climatique en favorisant les efforts pour réduire ou limiter les émissions de GES ou améliorer la séquestration des GES. (OCDE /DCD/DAC (2007)39/FINAL)

Parmi les résultats attendus de l'axe 3, on peut citer la mise en œuvre des politiques nationales en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, de construction durable, des activités de récupération de terres dégradées, d'inventaire forestier et carbone, de protection du sol et de la forêt ou de reforestation, le transfert de technologies, équipements, matériaux ou procédés à faible incidence climatique, l'élaboration de politiques, plans et budgets intégrant les besoins en mitigation, le renforcement du cadre politique et réglementaire afin de faciliter la mitigation, la recherche et la sensibilisation, la formation des métiers nécessaires à la réduction des GES (installateurs photovoltaïques, personnel de maintenance de systèmes alternatifs de climatisation ou de pompage, maçons traditionnels, concepteurs de projets de séquestration, programmeurs architecturaux et environnementaux, maîtres d'ouvrages compétents en matière d'efficacité énergétique, certificateurs, valorisateurs de déchets etc.)

Dans l'esprit du protocole de Kyoto, l'atténuation est prioritairement la responsabilité des pays à fortes émissions tandis que ces derniers sont appelés à s'impliquer dans l'adaptation des pays à faibles revenus disproportionnellement exposés aux effets néfastes des modifications du climat.

Au niveau du suivi interne, le marqueur CAD/OCDE/RIO « Changement climatique (atténuation/mitigation) » est appliqué.





6. INDICATIONS DE MISE EN OEUVRE

Intégration de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques dans l'action de la Coopération luxembourgeoise

Pour favoriser l'intégration des considérations environnementales dans les objectifs, plans et pratiques de développement des pays en développement et plus particulièrement les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, cette dernière peut :

- renforcer le dialogue et l'échange d'informations sur les questions environnementales, démographiques et climatiques avec les autorités et partenaires (y compris les communautés locales) des pays bénéficiaires, les autres bailleurs, les organisations internationales et non gouvernementales, afin que ces positions soient mieux prises en compte dans les politiques nationales ;

- appuyer ses partenaires dans la transposition de la législation environnementale et climatique nationale pertinente, selon l'objectif d'alignement aux politiques nationales. Cet appui peut se faire sous forme de renforcement des capacités, d'assistance technique, de réalisation d'évaluations et d'études d'impact environnemental/climatique ;
- s'aligner sur les lignes directrices en la matière élaborées et mises en œuvre par l'UE et l'OCDE, en l'absence d'une législation nationale en matière d'intégration de l'environnement et du changement climatique et d'évaluations environnementales et/ou climatiques préalables à un investissement. D'un commun accord, des évaluations/études environnementales et/ou climatiques peuvent être exécutées par les acteurs de la Coopération luxembourgeoise.

Intégration de l'environnement dans l'approche programme / sectorielle de LuxDev

Le Luxembourg s'est engagé activement dans l'agenda de l'efficacité de l'aide au développement et a pris des mesures pour s'aligner et s'harmoniser davantage avec les pays partenaires et les autres donateurs. Ce renforcement de l'approche programme se traduit par une utilisation plus grande des systèmes nationaux et un appui à « l'exécution nationale » de l'aide. La délégation de la gestion, le renforcement des capacités, l'amélioration de la gouvernance ou de la gestion des finances publiques sont certes des conditions nécessaires, mais pas suffisantes pour l'atteinte des objectifs de développement durable et inclusif. Le déroulement (dialogue politique et identification, marquage CAD, examen du cadre référentiel national, screening et études d'impacts environnementales) est le même que celui pour la mise en œuvre d'une intervention sous régie décrite ci-dessus. Cependant, en délégation de gestion et en fonction des choix exprimés par le pays partenaire et le ministère, les étapes suivantes de prise en compte de l'environnement et du changement climatique peuvent s'ajouter :

- diagnostiquer préalablement, dans le cadre de l'analyse organisationnelle en phases d'identification et de formulation, les capacités en matière d'intégration environnementale et climatique des administrations et organisations nationales partenaires pressen-

ties comme bénéficiaires de fonds en délégation de gestion ;

- déterminer les besoins en renforcement des capacités environnementales et climatiques, les éventuelles activités spécifiques à mener pour atteindre les objectifs environnementaux et climatiques fixés par les deux parties, ainsi que les risques environnementaux et climatiques et les mesures de mitigation des risques. Ses éléments seront inclus dans l'instrument de mise en œuvre retenu (APO, Aide budgétisée, ...) ou dans le budget national en cas d'exécution nationale.
- suivre les indicateurs environnementaux et climatiques alignés, retenus dans le cadre du suivi diagnostic, dès la phase de mise en œuvre. La performance environnementale à atteindre, définie de commun accord, peut devenir un critère d'éligibilité des projets à financer, un critère de décaissement des tranches d'aide ou requérir l'adaptation des actions de renforcement des capacités ou des instruments ou influencer le dispositif de mitigation des risques prévu dans l'APO ou dans l'aide budgétisée ;
- évaluer la performance environnementale et les ajustements faits en phase d'évaluation de l'intervention et capitaliser les leçons apprises. L'évaluation se fera sur base d'indicateurs nationaux retenus de commun accord.





Dans le cadre de la Coopération luxembourgeoise bilatérale, la stratégie est prise en compte lors de l'identification et de la formulation de Programmes Indicatifs de Coopération avec les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Le Ministère peut identifier la protection de l'environnement ou la lutte contre les changements climatiques comme secteurs à part entière dans les Programmes Indicatifs de Coopération avec les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise.

Ensemble avec son agence d'exécution, le Ministère a établi une fiche d'intégration des thèmes transversaux, jointe au mandat de formulation, qui permet de suivre l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans l'intervention en question.

En fonction du marquage CAD/OCDE dans la fiche d'intégration thématique par le Ministère, l'agence chargée de l'exécution de l'intervention peut examiner le cadre référentiel existant, organiser le cas échéant et en tenant compte de la législation nationale en vigueur, un screening ou une étude d'impact environnemental et prévoir la mise en œuvre d'évaluations environnementales stratégiques (EES), visant à intégrer les considérations d'environnement dans les politiques, les plans et les programmes et à évaluer leurs interactions avec les considérations d'ordre économique et social.

Il s'en suit, pour les phases successives du cycle de projet, la conception et la mise en œuvre des mesures et moyens en faveur de l'environnement, le déroulement des plans de gestion environnementale et sociale, la certification environnementale des travaux par les instances nationales selon la législation en vigueur, l'évaluation des actions environnementales et la capitalisation des bonnes pratiques.

La présente stratégie s'adresse également aux organisations non gouvernementales luxembourgeoises (ONG), qui sont encouragées à :

- intégrer la protection de l'environnement et les préoccupations liées au changement climatique dans leurs projets dans les pays bénéficiaires ainsi que dans le cadre de leurs activités de sensibilisation menées au Luxembourg ;
- s'aligner sur les programmes et plans d'actions nationaux des pays bénéficiaires afin de renforcer l'impact de leurs activités ;
- favoriser lors de l'identification, de la mise en œuvre et du suivi des projets et programmes de développe-

ment, les technologies respectueuses de l'environnement et à faibles émissions de GES.

En collaboration avec les ONG luxembourgeoises, la Coopération luxembourgeoise veille à générer une meilleure compréhension des défis du développement durable et des liens entre changement climatique global, préservation de l'environnement et coopération au développement.

Dans le cadre de l'action humanitaire et «lorsque les circonstances le permettent, la Coopération luxembourgeoise veille avec ses partenaires à ce que la mise en œuvre des projets n'ait pas d'impact négatif sur l'environnement et dans la mesure du possible, favorise la protection de l'environnement naturel, directement ou à travers la sensibilisation des communautés.¹² »

La Coopération luxembourgeoise veillera à intégrer une utilisation responsable et durable des ressources naturelles (notamment hydriques), la valorisation des déchets, ainsi que l'efficacité énergétique dans la mise en œuvre des programmes et projets qu'elle soutient.

Les acteurs de la Coopération luxembourgeoise et leurs partenaires attacheront par ailleurs une attention particulière à l'intégration des considérations environnementales et climatiques dans leur politique d'acquisition. Ils veilleront à l'acquisition de produits et matériaux non nuisibles à l'environnement et au climat et à exclure, dans la mesure du possible, les investissements basés sur une consommation énergétique excessive ou exclusivement dépendante d'énergies non-renouvelables polluantes. Dans la mesure du possible, ils appliqueront les principes des marchés publics responsables d'un point de vue social et environnemental (Green public procurement). De plus, les considérations environnementales sont intégrées dans le fonctionnement interne de la Coopération luxembourgeoise, à Luxembourg et sur le terrain, à savoir dans la gestion et la réduction ou compensation des déchets et émissions, dans l'utilisation optimale des ressources, l'efficacité énergétique, la mobilité douce etc.

La présente stratégie peut être adaptée au contexte spécifique des pays partenaires et aux impératifs des politiques, législations et réglementations nationales en matière de lutte contre la pauvreté, d'environnement et de changement climatique.

¹² Extrait de la Stratégie Action Humanitaire, Direction de la coopération au développement du ministère des Affaires étrangères, 2013.





Axe stratégique 1 : Préserver l'environnement

En visant l'objectif de contribuer à la protection générale de l'environnement physique et biologique dans les pays en développement, la Coopération luxembourgeoise peut :

- appuyer des actions concrètes visant la valorisation et la gestion durable des ressources naturelles, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la production agricole écologique, de la conservation de la biodiversité et des ressources génétiques, de la planification familiale et de la santé reproductive. Afin d'assurer la contribution des services des écosystèmes au bien-être humain dans les pays en développement, la Coopération luxembourgeoise peut mettre en œuvre des actions nécessaires à l'amélioration de la conservation et de l'utilisation durable de ces écosystèmes, ainsi que de leur restauration lorsqu'ils sont dégradés ;
- appuyer des actions concrètes ou l'intégration de la diversité biologique dans les politiques, la planification et les programmes sectoriels, dans le cadre de la mise en œuvre nationale de la Convention internationale sur la diversité biologique. Les résultats de cet appui peuvent se matérialiser par exemple par des pratiques agricoles durables, des cultures alternatives, la préservation des sols, l'écotourisme responsable, la conservation in situ des ressources génétiques, un inventaire de la biodiversité, la création de zones protégées, la valorisation des connaissances traditionnelles et autochtones, etc.
- appuyer des actions concrètes ou l'intégration de la lutte contre la désertification dans les politiques, la planification et les programmes sectoriels, dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. Des possibles résultats de cet appui peuvent être la restauration de la terre, de la végétation, des forêts, et des ressources en eau, des pratiques durables en matière d'irrigation des cultures et d'alimentation du bétail pour réduire la pression sur les terres menacées, le renforcement des dispositifs de gestion et de prévention de sécheresse, etc. ;
- appuyer des programmes et projets de gestion forestière, en reconnaissant le rôle important que les ressources forestières ont à jouer dans la lutte contre la désertification, l'augmentation des capacités du sol pour la rétention de l'eau et la production de matériaux secondaires ;
- œuvrer en faveur de la redistribution des bénéfices environnementaux aux plus vulnérables, du déve-

loppement humain durable, de la réduction de la pauvreté, de la promotion des droits des collectivités locales, au vu des arbitrages délicats qui s'imposent entre conservation et exploitation des ressources naturelles, impliquant aussi les questions de propriété de ces ressources¹³. En ce qui concerne les interventions dans le domaine des forêts (politique et fiscalité forestières, reboisement, aménagement forestier, etc.), les recettes forestières qui récompensent le maintien des forêts devraient bénéficier prioritairement aux communautés locales et peuples autochtones qui en sont les gardiens.

Au niveau bilatéral, la Coopération luxembourgeoise a acquis une expérience certaine dans le domaine de la gestion des forêts au Sahel. A titre d'exemple, le Programme indicatif de Coopération avec le Burkina Faso couvre l'appui au développement et à la mise en œuvre du Programme national burkinabé de gestion durable des ressources forestières, en soutenant des activités qui visent l'amélioration des connaissances sur les ressources forestières nationales, le renforcement des capacités des acteurs nationaux, l'accroissement et la diversification des productions forestières ainsi que le renforcement du cadre juridique et institutionnel de la gestion durable des ressources forestières.¹⁴

Les organisations non gouvernementales interviennent également sur cet axe, à travers leurs projets de développement au Sud et leurs actions de sensibilisation au Nord. Les projets menés dans les pays en développement se situent notamment dans les secteurs du développement rural et agricole (alternatif), de l'éducation et de la formation dans le domaine agricole, ou encore de la préservation des ressources en eau, et visent surtout à mettre en place des infrastructures à petite échelle respectueuses de l'environnement et à dispenser des formations en vue d'un renforcement des capacités des paysans, des femmes, des usagers, ou d'une autre population cible.

La Coopération luxembourgeoise contribue au niveau multilatéral à la réalisation de cet axe stratégique à travers une participation volontaire au budget du Programme des Nations unies pour l'Environnement. A noter aussi que le Luxembourg s'est toujours prononcé lors de négociations internationales pour un renforcement du mandat et des capacités de cette agence onusienne.

¹³ Consulter la stratégie sectorielle Agriculture et sécurité alimentaire, chapitre 3.6. sur l'acquisition des terres, p.11.

¹⁴ Les programmes indicatifs de coopération sont téléchargeables sur le site internet de la Coopération <http://cooperation.mae.lu/fr>





Extrait de la stratégie sectorielle «Agriculture et Sécurité alimentaire» de la Coopération luxembourgeoise (p. 19):

Contribuer à la conservation et à la gestion durable des ressources naturelles comme base de toute production (protection des sols et lutte contre la désertification, restauration et gestion durable des ressources forestières, maîtrise et gestion rationnelle des ressources en eau).

Les performances et la productivité du secteur agro-sylvo-pastoral dépendent très largement de la présence, de la qualité et de la capacité de charge des ressources naturelles telles que les sols et l'eau pour l'agriculture, les sols, l'eau et les pâturages pour l'élevage ainsi que les sols, l'eau et l'état des forêts pour l'agroforesterie et la sylviculture. Dans la plupart des pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, notamment la lutte contre l'érosion et la désertification des sols représente un défi majeur pour pouvoir maintenir ou accroître la productivité des écosystèmes. Le changement climatique et l'augmentation des capacités de charge notamment dus à la croissance démographique ont encore significativement aggravé ce défi. En termes de surface affectée par la désertification, l'Afrique est la région la plus durement touchée puisque seulement 11 % du continent est véritablement humide et que $\frac{3}{4}$ des terres agricoles subissent un processus de dégradation. En termes de population, l'Asie est la région la plus touchée. Au niveau mondial, les Nations unies constatent que la dégradation et la désertification des terres atteignent chaque année 12 millions d'hectares de terres (la moitié de la taille du Royaume-Uni). 20 millions de tonnes de grains pourraient pousser sur ces terres. La terre subit une pression croissante en raison des utilisations concurrentes pour l'agriculture, la sylviculture, le pâturage ainsi que la production d'énergie, l'urbanisation et l'extraction de matières premières. Environ 1,5 milliard de personnes dépendent directement de ces zones dégradées. Les terres qui sont dégradées sont pour l'essentiel des terres agricoles ou pastorales. La perte annuelle de revenu direct liée à la désertification a été estimée à 42 milliards de \$US (en valeur de 1990). Cette estimation ne représente qu'une partie des coûts socio-économiques engendrés. Dans les zones arides, cette perte de revenu affecte le quotidien de plus d'1 milliard de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté.¹⁵

¹⁵ Les stratégies sectorielles du MAE sont téléchargeables sur le site internet de la Coopération <http://cooperation.mae.lu/fr>

Axe stratégique 2 : Appuyer les efforts d'adaptation

La Coopération luxembourgeoise œuvre pour une meilleure prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement et de l'aide au développement, dans le cadre des activités entreprises avec les pays en développement et dans le cadre de la collaboration avec les acteurs luxembourgeois de la coopération au développement. Dans ce contexte, la Coopération luxembourgeoise peut :

- appuyer les efforts des pays en développement pour affiner les politiques et intégrer l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques climatiques dans les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, les cadres de dépenses à moyen terme, les budgets, les plans d'investissement à long terme, les consultations techniques et les examens sectoriels, ainsi que les évaluations environnementales stratégiques et les études d'impact sur l'environnement réalisées pour des projets particuliers ;
- aider les pays en développement à atténuer leur vulnérabilité au changement climatique, à définir et hiérarchiser les mesures d'adaptation à prendre et, si besoin est, à intégrer ces considérations dans un large éventail d'interventions et de projets sectoriels, en accord avec les principes et les objectifs de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement ;
- aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs programmes d'action nationaux pour l'adaptation (PANA) ;
- élaborer et appliquer des outils appropriés pour prendre en compte les risques climatiques dans les activités de développement et pour hiérarchiser les ripostes. Les outils et approches en question englobent des outils de sélection et d'autres méthodologies pour évaluer l'exposition des activités de développement pertinentes, plans de développement à long terme et investissements aux risques climatiques ainsi que des outils pour accroître la résilience des activités sectorielles pertinentes, des systèmes de décision et des outils répondant aux besoins de planification au niveau local ;
- aider les pays en développement à rendre les informations sur les incidences du changement climatique plus pertinentes et plus exploitables. Il s'agit ici notamment d'améliorer la surveillance du climat, de renforcer, dans les pays et au niveau régional,





les capacités d'analyse et d'interprétation des données issues de l'observation du climat, d'améliorer la qualité des informations sur les incidences du changement climatique qui sont propres à des secteurs ou des lieux particuliers, ainsi que d'améliorer la communication concernant les incertitudes qui entourent les prévisions relatives au changement climatique;

- soutenir la création de plateformes nationales de prévention et de gestion des risques;
- contribuer à améliorer les informations sur les coûts, les aspects redistributifs et la dimension transfrontalière des activités d'adaptation;
- évaluer périodiquement les progrès intervenus en ce qui concerne la prise en compte des risques liés au climat et de l'adaptation dans les activités de développement, ainsi que les efforts de renforcement des capacités d'adaptation des pays partenaires.¹⁶

À travers ses canaux bilatéral, multilatéral, ainsi qu'avec la société civile, la Coopération luxembourgeoise finance des projets de sensibilisation ou de renforcement des capacités en matière de protection de l'environnement ou de gestion des ressources naturelles dans l'objectif de prévenir ou de réduire les risques et les effets de catastrophes naturelles, et d'améliorer la résistance des communautés bénéficiaires face aux catastrophes naturelles et de permettre aux bénéficiaires de s'adapter au changement climatique. La Coopération luxembourgeoise attache une importance accrue aux questions relatives à la prévention de crises et à la préparation aux catastrophes, afin d'accroître la résilience des populations vulnérables.

Les organisations non gouvernementales ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de projets poursuivant comme objectif principal ou comprenant un volet significatif en vue d'aider les populations vulnérables dans leurs efforts d'adaptation au changement climatique. Le champ d'action de tels projets est vaste et peut s'étendre du développement agricole alternatif et durable, à la mise en place de systèmes d'irrigations plus adaptés, à la réhabilitation de sols surexploités, à la plantation d'arbres, à des formations agroforestières, à des activités de plaidoyer et de sensibilisation etc.

¹⁶ Déclaration sur la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la coopération pour le développement, adoptée par les ministres du Développement et les ministres de l'Environnement des pays membres de l'OCDE, 4 avril 2006.

Du point de vue bilatéral, la Coopération luxembourgeoise s'engage à assister les pays partenaires à identifier et exécuter des interventions qui s'inscrivent dans des efforts d'adaptation aux incertitudes climatiques.

La coopération multilatérale avec les organisations internationales soutient des programmes de résilience des communautés face aux catastrophes naturelles et aux incertitudes climatiques basés sur les principes précaution et d'actions préventives en vue de la protection des personnes et biens. De ce fait, la Coopération luxembourgeoise peut faire des contributions à des institutions, agences et organisations internationales actives dans le domaine de la gestion des risques et le changement climatique, telles que la Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes (SIPC ou UN-ISDR, *International Strategy for Disaster Risk Reduction*), la Facilité Mondiale pour la Réduction des Catastrophes et la Reconstruction (*Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, GFDRR*) de la Banque Mondiale, ou encore le Bureau pour la prévention de crises et la réhabilitation du PNUD (*Bureau for Crisis Prevention and Recovery, BCPR*).

Contribution financière à l'Initiative sur les Changements Climatiques et l'Adaptation (*Climate Change and Adaptation Initiative - CCAI*) de la Commission du Fleuve Mékong (Mekong River Commission - MRC)

L'Initiative contre le changement climatique et pour l'Adaptation (CCAI) de la Commission pour le fleuve Mékong (MRC) s'inscrit sur le long terme jusqu'en 2025. Les bénéficiaires ciblés par la CCAI sont les quelques 70 millions de riverains qui vivent directement dans le bassin versant du fleuve. Les quatre pays concernés sont la Thaïlande, le Cambodge, le Laos et le Vietnam. La MRC a un rôle clé à jouer dans la préservation du fleuve et des bonnes relations entre ces 4 pays.

La contribution du Luxembourg (2 millions d'euros pour la période de 2011-2015) sera utilisée pour :

- élaborer des stratégies d'adaptation pour le Mékong, des plans d'action locaux et traiter des questions transnationales;
- élaborer un rapport triennal sur le changement climatique et les progrès en matière d'adaptation dans le bassin du Mékong;
- renforcer les capacités des experts nationaux et des décideurs politiques dans le domaine de la surveillance, de l'évaluation et des rapports;
- une communication plus efficace de l'information sur les conséquences du changement climatique.





Axe stratégique 3 : Appuyer les efforts d'atténuation (mitigation)

La Coopération luxembourgeoise favorise le renforcement de puits de carbone à travers la lutte contre la déforestation, l'utilisation de nouveaux modes de développement à faible intensité de carbone et le recours à des technologies, équipements, matériaux ou procédés à faibles incidences environnementales négatives. Pour déterminer les performances environnementales d'un service, bien ou produit, une analyse du cycle de vie est recommandable. Dans le cadre de cet axe, la Coopération luxembourgeoise peut :

- appuyer les efforts des pays en développement pour affiner les politiques et pour mieux intégrer l'atténuation du changement climatique les cadres de dépenses à moyen terme, les budgets, les plans d'investissement à long terme, les consultations techniques et les examens sectoriels, ainsi que les évaluations environnementales stratégiques et les études d'impact sur l'environnement réalisées pour des projets particuliers;
- réaliser des interventions dans les domaines de l'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables pour réduire ou limiter les émissions de GES;
- soutenir l'augmentation de l'absorption des GES et renforcer les puits de carbone à travers des projets de lutte contre la déforestation, l'érosion ou la dégradation des sols;
- appuyer les efforts des pays en développement en vue de mieux intégrer les critères liés à l'atténuation dans les procédures nationales de passation de marchés publics;
- appuyer les pays en développement, dans l'introduction de technologies, procédés, services et biens respectueux de l'environnement et à faibles émissions de GES.

La Coopération luxembourgeoise soutiendra, s'il y a lieu et lorsque cela se justifie, les pays partenaires dans la mise en œuvre de plans nationaux et de programmes de mitigation du changement climatique (*Nationally appropriated mitigation actions* - NAMAs) en leur fournissant une aide technique et financière pour l'identification et la formulation de projets de puits naturels de carbone (p.ex. reforestation ou revégétation) ou de réduction des émissions. Pour contribuer à une plus grande cohérence des politiques au plan national, l'approche de la Coopération luxembourgeoise pourra aider à identifier et à formuler

des projets qui pourront être soumis pour le financement de leur exécution au Fonds « Climat & Énergie » (ancien Fonds Kyoto) géré par un comité interministériel présidé par le ministère du Développement durable.

Les énergies renouvelables au Cabo Verde

Le troisième PIC signé avec le Cap Vert (2011-2015) prévoit comme secteur d'intervention l'eau et l'assainissement couplés aux énergies renouvelables et ayant recours à des techniques alternatives. Un Centre des énergies renouvelables et maintenance industrielle (ERMI) est en cours de livraison à Praia. Le bâtiment même a été conçu par des architectes et ingénieurs luxembourgeois selon des normes de construction durable. À travers un financement du Fonds Climat & Énergie et ayant recours à l'entreprise luxembourgeoise spécialisée en installations photovoltaïques, un container sera installé à côté du Centre ERMI et pourra servir comme outil de démonstration pour des formations sur la maintenance d'installations photovoltaïques et de batteries. Il pourra en outre contribuer aux besoins énergétiques du Centre et grâce à une nouvelle législation au Cabo Verde, le surplus pourra être conduit dans le réseau public. La possibilité d'une coopération avec l'UE est explorée – dans le cadre de l'initiative « *Sustainable Energy for All* » - pour aider le Centre ERMI à devenir un centre d'excellence, qui pourra offrir ses services à la région de la CEDEAO et qui pourra aussi être doté de compétences institutionnelles / régulatrices. Le gouvernement capverdien prévoit un statut d'entreprise publique entrepreneuriale pour le Centre, dans la gestion duquel seront impliqués les ministères de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, mais aussi le ministère de l'Énergie et le ministère des Affaires étrangères pour le volet régional.

En parallèle, le Luxembourg a financé une étude sur la faisabilité d'une transition vers les énergies renouvelables de 50 % d'ici 2010. Sur base de cette étude, le gouvernement du Cabo Verde compte élaborer une feuille de route pour cette transition énergétique.

La Coopération luxembourgeoise accompagnera les autorités des pays partenaires dans leurs efforts de bénéficier du marché carbone régulé, tel que le Mécanisme de Développement Propre (MDP, en anglais: CDM - Clean Development Mechanism). À cet égard, l'esprit originel du MDP sera maintenu: le recours par les pays développés aux crédits de carbone devrait rester complémentaire





aux mesures domestiques et le caractère additionnel à l'aide publique au développement (APD) doit être garanti. La Coopération luxembourgeoise s'engage à veiller à la contribution des projets MDP au développement durable des pays hôtes, moyennant des fiches d'impact social, environnemental et économique.

Les organisations non gouvernementales peuvent soumettre au ministère pour cofinancement des projets d'atténuation des effets du changement climatique, notamment en visant un transfert de technologies, ainsi que la mise en place d'énergies renouvelables ou de mesures d'efficacité énergétique. Elles sont par ailleurs invitées à favoriser lors de l'identification, de la mise en œuvre et du suivi des projets et programmes de développement, les technologies respectueuses de l'environnement et à faible émission de GES.

Le renforcement des capacités comme indication de mise en œuvre transversale

La Coopération luxembourgeoise vise à construire et à renforcer les capacités humaines et institutionnelles au niveau des pays en développement. Elle s'attache à cet effet à :

- promouvoir la compréhension du changement climatique et de ses incidences au sein de ses organismes et acteurs de coopération et parmi ses partenaires des pays en développement ;
- appuyer les efforts des pays en développement pour réduire leurs vulnérabilités face au changement climatique en vue d'affiner les politiques et d'intégrer la gestion des risques climatiques dans les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et de gestion des risques ;
- soutenir l'éducation et la formation environnementale et climatique, dans les pays partenaires notamment, en vue d'améliorer le respect de l'environnement et sa mise en valeur en tant que richesses naturelles limitées ;
- encourager, en application de la Convention d'Aarhus, qui reconnaît le principe que le développement durable ne peut être atteint sans l'engagement démocratique de toutes les parties prenantes et sans la responsabilité des gouvernements, les acteurs et partenaires de la Coopération luxembourgeoise à favoriser la communication avec les communautés bénéficiaires en matière de protection de l'environnement et d'adaptation au changement climatique.

La Coopération luxembourgeoise peut identifier et financer la collaboration entre les Centres de Recherche Publics luxembourgeois et les programmes de coopération au développement luxembourgeois et les instituts et organismes de recherche des pays partenaires en vue de réaliser des objectifs « Recherche et Développement » bénéfiques en matière d'environnement et de modification climatique.

En vue d'un transfert de technologies pour renforcer les capacités dans les pays en développement et en application de l'OMD 8, Cible 8.E - « en coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les nouvelles technologies soient à la portée de tous » -, la Coopération luxembourgeoise peut collaborer avec le secteur privé des pays bénéficiaires et du Luxembourg, dans les domaines où ce secteur dispose d'une expertise environnementale adaptée. Une telle coopération avec le secteur privé devra être cadrée de sorte à fournir un bénéfice réel aux populations, en veillant à ce que les entreprises respectent des standards sociaux et environnementaux et que leurs activités prennent en compte les besoins de l'économie du pays d'accueil ainsi que des communautés locales, conformément aux conclusions du Conseil de l'Union européenne du 23 juin 2014 sur le rôle du secteur privé dans le développement¹⁷.

¹⁷ Doc 11149/14 (DEVGEN 162/ACP 107/RELEX 530/ENER 332/AGRI 456/ENV 636), adopté le 23 juin 2014 par le Conseil (Affaires étrangères).



ANNEXES

ANNEXE 1

FICHE D'INTÉGRATION DES THÈMES TRANSVERSAUX

Champs « rouge » renseignés par le MAEE

Champs « bleu » renseignés par LuxDev

PHASE PROGRAMMATION / IDENTIFICATION

Le cadre suivant sera renseigné par le MAEE et remis avec le mandat de formulation à LuxDev :

Desk :	Pays :	Modalité de l'aide :	
Titre de l'intervention :			
Budget total :	(EUR)	Durée du projet :	
Code CAD Secteur d'intervention (SNPC) :		Code sous-secteurs :	
Marqueurs CAD OCDE :			
Genre :	Gouv. :	Env. ¹⁸ :	Biodiv. :
Mitigat :	Adapt. :	Désert. :	Capa :

Précisez le type d'informations thématiques recueillies et utilisées en vue de l'identification de l'intervention :

¹⁸ Score = 2 par définition si code-objet SNPC = 410xx (Protection de l'environnement, xxx) Lorsque les marqueurs Rio Adaptation au / Atténuation du changement climatique, Biodiversité, Désertification sont à 1 ou 2, le marqueur Environnement devrait l'être aussi (DCD/DAC/STAT/RD (2013)1/RD4, 06-Aug-2013).





PHASE FORMULATION

Pour cette phase du cycle de projet/programme, LuxDev renseignera les questions suivantes en cours de processus de formulation. La fiche ainsi remplie sera remise par LuxDev au MAEE avec le document de projet/programme, pour instruction par le MAEE. Le MAEE renseigne ensuite la partie « Conclusion de l’instruction thématique » et la renvoie à LuxDev avec le mandat d’exécution. Commence ensuite la phase 3 « Mise en œuvre / évaluation » de l’intervention.

Cadre de référence du pays partenaire

- précisez le type d’informations thématiques recueillies et utilisées en vue de la formulation de l’intervention :

Type de document	Environnement/Climat		Genre		Gouvernance	
Profil pays du thème pertinent.	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Politique / Stratégie / Cadre législatif et réglementaire	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Évaluation environnementale stratégique (EES)	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Documents « Gouvernance » renseignant sur transparence, redevabilité, gestion des finances publiques (PEFA), efficacité des services publics, équité d’accès, corruption etc.	-		-		OUI	NON

Explicitez brièvement, citez les références :





Prise en compte du cadre de référence dans la formulation

- indiquez les études réalisées et les données spécifiques utilisées ou générées au cours de la formulation :

Type de document	Environnement/Climat		Genre		Gouvernance	
Screening environnemental	OUI	NON	-		-	
Étude d'Impact environnemental (EIE).	OUI	NON	-		-	
Analyse genre	OUI	NON	OUI	NON	-	
Données sexospécifiques	-		OUI	NON	-	
Autres documents, études, évaluations pertinents.	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON

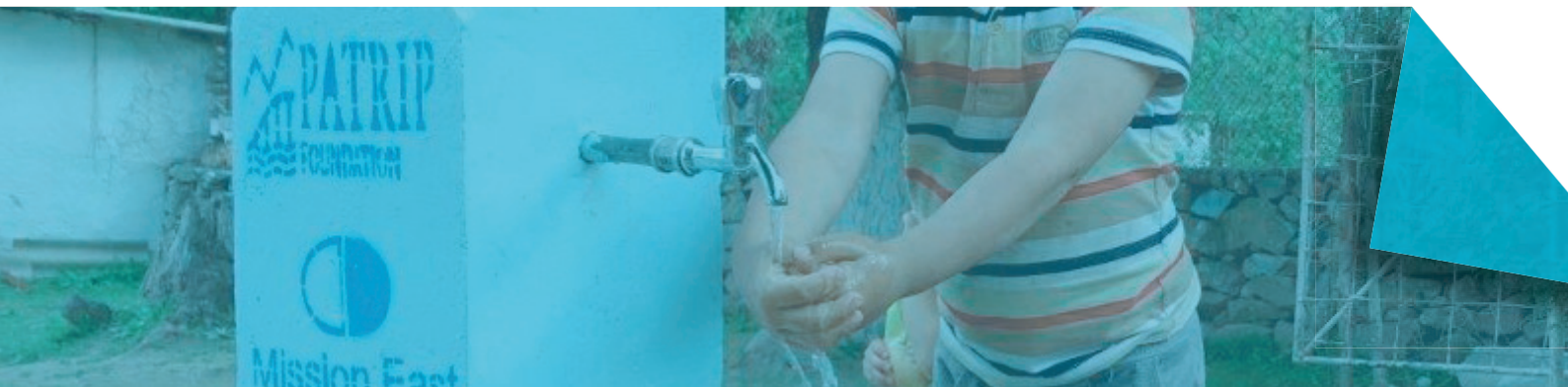
Explicitez brièvement, citez les références :

Équité genre

- l'intervention répond-elle aux besoins spécifiques des femmes et des hommes ? OUI NON
- l'intervention permet-elle de réduire les inégalités existantes entre femmes et hommes ? OUI NON

Explicitez brièvement (contraintes et opportunités quant à la participation égale des femmes et des hommes) :





Changement climatique

- l'intervention prévoit-elle :

- des mesures propres d'adaptation au changement climatique ¹⁹ ?	OUI	NON
- une aide technique/financière pour la mise en œuvre d'une politique ou du plan d'action adaptation au changement climatique (p.ex. : PANA) ?	OUI	NON
- des mesures propres de mitigation du changement climatique ²⁰ ?	OUI	NON
- une aide technique/financière pour un projet de réduction des gaz à effet de serre (p.ex. : CDM, NAMA, EU ETS, etc.) ²¹ ,	OUI	NON
- le développement des capacités en vue de l'adaptation/mitigation ?	OUI	NON

Explicitez brièvement :

Acquisitions de biens, services et travaux

- le prodoc prévoit-il des critères de durabilité et de respect de l'environnement pour les acquisitions :

- en régie (procédures d'acquisition LuxDev),	OUI	NON
- en délégation de gestion (APO, aide budgétisée, etc.) ?	OUI	NON

Explicitez brièvement :

¹⁹ Axe 2 stratégie env/clim.

²⁰ Axe 3 stratégie env/clim: P.ex. Mesures d'efficacité énergétique, énergies renouvelables, construction durable, équipements propres, afforestation.

²¹ Axe 3 stratégie env/clim: *Nationally Appropriate Mitigation Actions* (NAMA) ou Mécanisme de développement propre (CDM) ou Système européen d'échange de quotas d'émissions (EU ETS).





Ressources

- pour la formulation, a-t-il été fait appel à une expertise spécialisée pour un/plusieurs/tous les thèmes transversaux pertinent(s) ? OUI NON

Si oui, laquelle :

- le prodoc prévoit-il, pour la phase mise en œuvre, des ressources humaines (cadres nationaux, CTP/AT, experts/instituts, coach, etc.) compétentes pour un/plusieurs/tous les thèmes transversaux pertinent(s) ? OUI NON

Explicitez brièvement :

- le prodoc réserve-t-il des ressources budgétaires propres, spécifiques pour un/plusieurs/tous les thèmes transversaux pertinent(s) ? OUI NON

Explicitez brièvement :





Suivi et évaluation

- la contrepartie identifiée a-t-elle une politique et/ou un système de suivi et d'évaluation des thèmes transversaux ? OUI NON

Explicitez brièvement :

- le prodoc identifie-t-il des critères/indicateurs thématiques pertinents, adaptés et alignés ? OUI NON

Explicitez brièvement :





CONCLUSION DE L'INSTRUCTION THÉMATIQUE DU PRODOC

- de quelle manière les thèmes transversaux sont-ils traités dans le document de projet ?

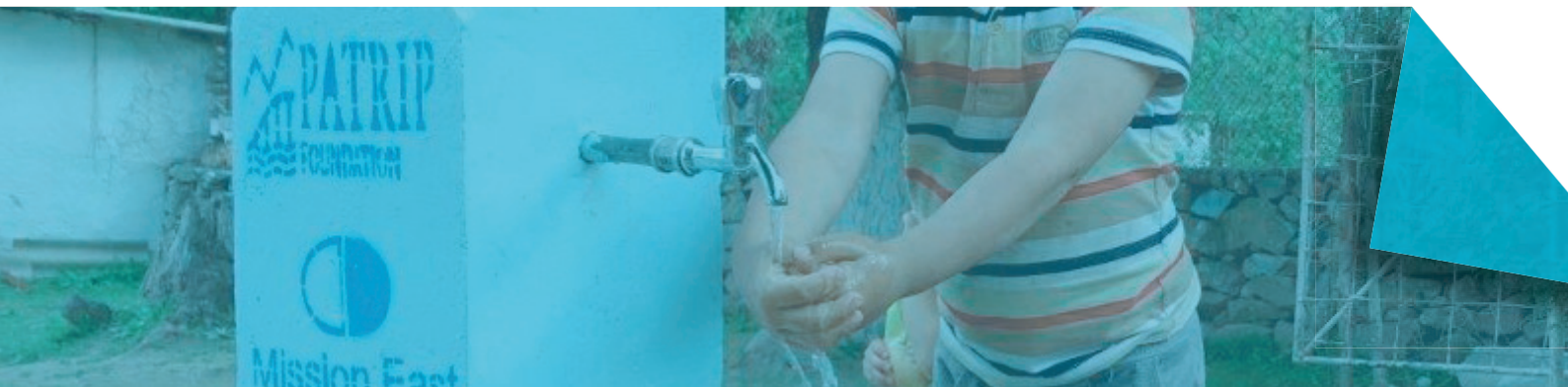
Type prise en compte des thèmes	Environnement/Climat		Genre		Gouvernance	
De façon transversale à travers le document ?	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Sous forme d'activités/tâches spécifiques ou en visant un/des résultats concrets ?	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Ils sont absents du document.	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON

Explicitez brièvement :

- des contraintes et opportunités liées à l'intégration des thèmes transversaux dans l'intervention ont-elles été identifiées ?

OUI NON

Explicitez brièvement :



- le système de suivi et d'évaluation des thèmes transversaux est-il pertinent, adapté et aligné ? OUI NON

Explicitez brièvement :

- les trois stratégies thématiques de la Coopération luxembourgeoise ont-elles été respectées/traduites dans le prodoc ? OUI NON

Explicitez brièvement :

- le traitement des thèmes dans le prodoc est-il conforme au marquage CAD prédéfini ? OUI NON

Explicitez brièvement :

Autres commentaires :





PHASE MISE EN ŒUVRE / ÉVALUATION

Suite à la réception du mandat d'exécution de la part du MAEE, la partie 4 de la fiche, portant sur la phase « Mise en œuvre / évaluation » de l'intervention bilatérale, sera renseignée par LuxDev à chaque étape de la vie de l'intervention décrite ci-dessous. La fiche ainsi remplie est renvoyée par LuxDev au MAEE avec le rapport final du projet/programme. Le MAEE renseignera ensuite la dernière partie de la fiche intitulée « Conclusions thématiques du MAEE en fin d'intervention » et la renverra avec le Quitus à LuxDev.

Cadre de référence du pays partenaire

- à l'issue de la phase de lancement, a-t-on modifié le dispositif d'intégration thématique et/ou d'actions thématiques spécifiques ?

AFFAIBLI : ☒

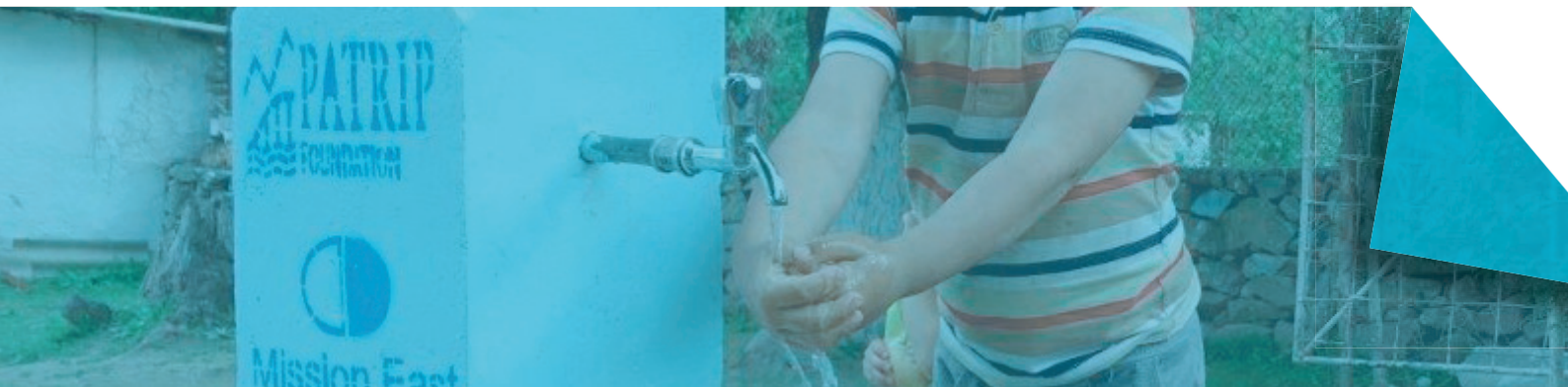
MAINTENUE : ●

RENFORCÉE : ●●

Type de document	Environnement/Climat	Genre	Gouvernance
Résultats, tâches, actions spécifiques			
Budgets consacrés			
Acquisitions responsables			
Ressources humaines dédiées			
Indicateurs thématiques, alignés			
Engagements de la contrepartie			

Explicitez brièvement les éventuelles modifications et leurs motivations (actualisation, abandon, mesures correctives/compensation prévues en cas d'affaiblissement, contraintes identifiées, etc.) :





Rapports annuels d'avancement

- la mise en œuvre des dispositions thématiques du prodoc est-elle ?

AFFAIBLIE : ☒

MAINTENU : ●

RENFORCÉ : ●●

Années du rapport annuel	Environnement/Climat	Genre	Gouvernance
Année 1			
Année 2			
Année 3			
Année 4			
Année 5			
Année 6			

Explicitez brièvement les éventuelles modifications et leurs motivations (adaptation, abandon d'une disposition, mesures correctives/compensation prévues en cas d'affaiblissement, contraintes levées ?) :

Rapport d'évaluation intermédiaire

- les indicateurs thématiques identifiés ont-ils pu être renseignés lors de l'évaluation ? OUI NON
- l'atteinte du niveau assigné aux marqueurs CAD est-elle sur la bonne voie? OUI NON
- quelle est la note intermédiaire de l'intervention en termes de durabilité ?

1 2 3 4 5 6

Explicitez brièvement (correction/compensation prévues en cas de sous-performance, contraintes levées, leçons apprises ?) :





Rapport d'évaluation finale

- | | | |
|--|-----|-----------|
| • les indicateurs thématiques identifiés ont-ils pu être renseignés lors de l'évaluation ? | OUI | NON |
| • le niveau assigné aux marqueurs CAD est-il atteint ? | OUI | NON |
| • quelle est la note finale de l'intervention en terme de durabilité ? | | |
| | 1 | 2 3 4 5 6 |

Explicitez brièvement (leçons apprises, capitalisation, etc. ?) :

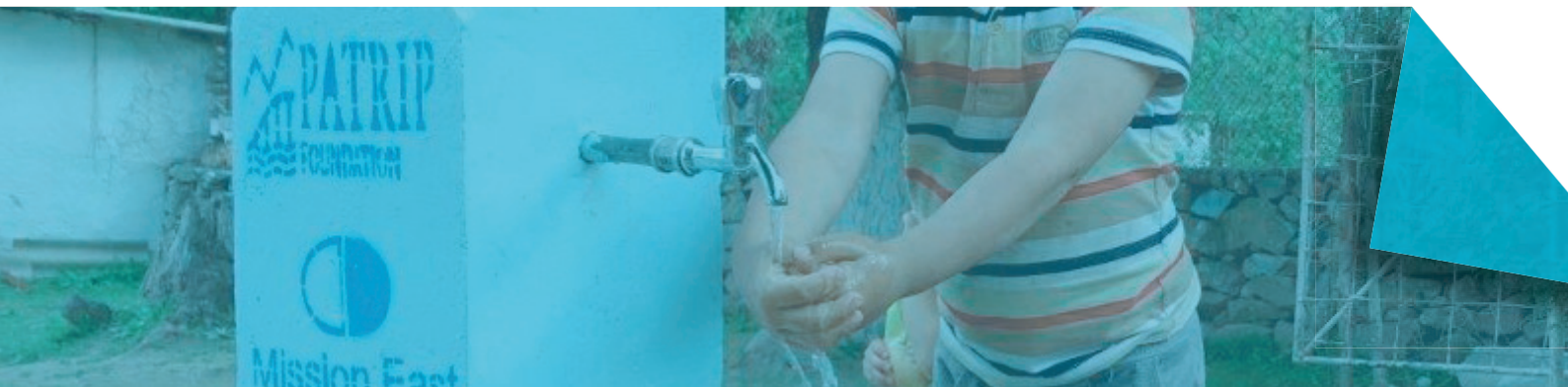
Rapport final de projet/programme

- les orientations de départ (marqueurs thématiques CAD) ont-elles été traduites dans la réalité ?

- quels bénéfices transversaux ont été créés ?

Explicitez brièvement (type de bénéfices, bénéficiaires, leçons apprises, capitalisation, etc ?) :





CONCLUSIONS THÉMATIQUES DU MAEE EN FIN D'INTERVENTION

- les trois stratégies thématiques de la Coopération luxembourgeoise et le marquage CAD y relatifs pour cette intervention, ont-ils été mis en œuvre à la satisfaction du MAEE ?

Environnement/Climat		Genre		Gouvernance	
OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON

Explicitez brièvement (type de bénéfices, bénéficiaires, leçons apprises, capitalisation, etc ?) :

Autres commentaires :





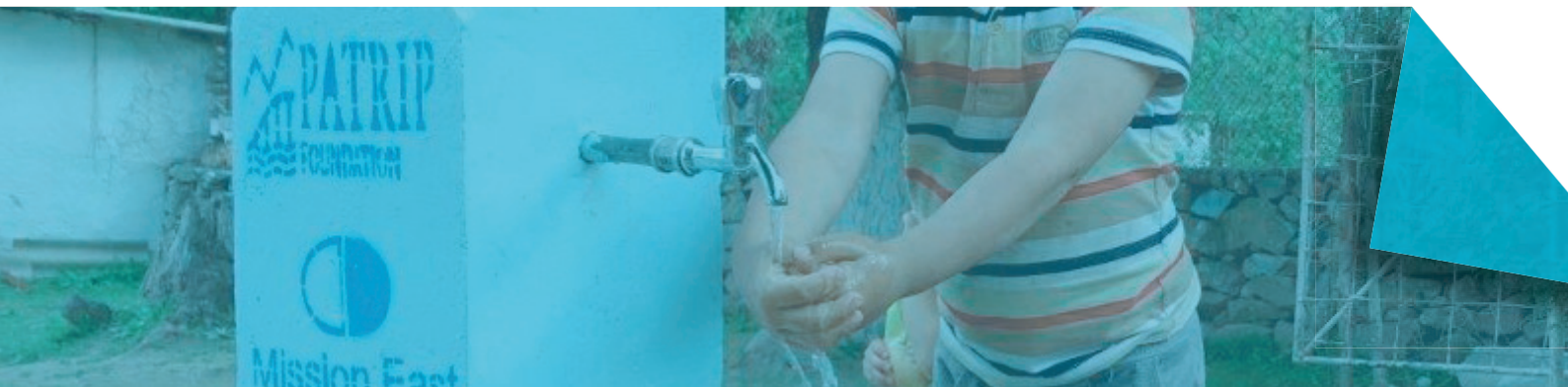
ANNEXE 2

TRAITÉS

Au niveau international, le Luxembourg est signataire des principaux traités, conventions et déclarations portant sur l'environnement suivants (cités en ordre chronologique) :

- Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (1973 ; adhésion Luxembourgeoise en 1984) ;
- Convention de Bonn (1979 ; adhésion Luxembourgeoise en 1983) ;
- Convention sur le droit de la mer (1982) ;
- Convention de Vienne pour la protection de la couche d'Ozone (1988) ;
- Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (1989) ;
- Convention sur la biodiversité (1992) ;
- Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992) et Programme d'actions pour le XXI^e siècle, Rio de Janeiro, 1992) ;
- Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (signée à Helsinki le 17 mars 1992, entrée en vigueur le 6 octobre 1996, les amendements des articles 25 et 26 permettant une ouverture globale de cette convention initialement limitée à l'espace UN-ECE sont entrés en vigueur le 6 février 2013) ;
- Convention sur le changement climatique (1992) ;
- Convention sur la lutte contre la désertification (1994) ;
- Conférence Internationale sur la Population et le Développement et son Programme d'Actions (1994) ;
- Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (signée à New York le 21 mai 1997, entrée en vigueur le 17 août 2014) ;
- Protocole de Kyoto relatif à la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (1997) ;
- Convention d'Arhus (1998) ;
- Protocole de Carthagena sur la prévention des risques technologiques (2000) ;
- Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (2001) ;
- Déclaration du Millénaire (Assemblée générale des Nations Unies, 2000) et les Objectifs du Millénaire pour le développement ;
- Sommet Mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002) ;
- *International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture* (2004) ;
- Sommet mondial des Nations Unies de 2005 – Document final ;
- Plan d'Action de Bali (2007) ;
- Accord de Copenhague (2009) ;
- Protocole de Nagoya (2010 - règlement d'application voté au Parlement européen le 19 mars 2014) ;
- Décisions de Cancun (2010) ;
- Décisions de Durban (2011) ;
- Passerelle Climat de Doha (2012) ;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20, 2012, adoption du document final « *the future we want* ») ;
- Résultats de Varsovie (2013).





ANNEXE 3

CLAUSE “ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE” À INSÉRER DANS LES PROGRAMMES INDICATIFS DE COO- PÉRATION DE TROISIÈME GÉNÉRATION

En référence au Protocole de Kyoto (1997), au septième Objectif du Millénaire pour le développement (2000) et aux Accords de Cancun (2010), les deux parties s’engagent à promouvoir les politiques en faveur de la conservation des ressources naturelles, du développement durable, de la fiscalité environnementale et de la régulation de la pollution.

À cet effet, la stratégie environnement et changement climatique de la Coopération luxembourgeoise sera prise en compte à tous les niveaux de la gestion du cycle de projet / programme, c’est-à-dire au niveau de l’identification, de la formulation, de l’instruction et de la mise en œuvre des projets/programmes.

La Coopération luxembourgeoise pourra assister le (pays partenaire) à identifier des interventions qui préservent les ressources naturelles et s’inscrivent dans des efforts d’adaptation aux changements climatiques. Elle pourra également appuyer le (pays partenaire) en matière de renforcement des capacités, notamment au niveau des institutions responsables des mécanismes de développement propres.

La mise en commun des ressources et le partage de l’information environnementale seront privilégiés de manière à favoriser les interventions qui génèrent le plus de bénéfices environnementaux et sociaux en termes de biens publics locaux et globaux. En conformité avec les législations nationales, il pourra s’avérer utile de procéder à une évaluation environnementale stratégique ou à des études d’impact environnemental spécifiques.

La Coopération luxembourgeoise veillera à intégrer les considérations écologiques et climatiques dans la politique d’acquisition et à promouvoir les énergies durables, des technologies propres, ainsi que le transfert de technologies et l’accès à l’information environnementale. La collaboration avec des centres de recherche pourra être envisagée à cet effet.

En synergie avec la Coopération luxembourgeoise, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures luxembourgeois, premier responsable de la gestion du le Fonds Climat et énergie, peut mettre à disposition de la contrepartie des fonds additionnels à l’aide publique au développement, pour mener des projets de lutte contre le changement climatique dans les domaines de l’adaptation et de la mitigation, notamment à travers un recours aux mécanismes flexibles de réduction d’émission.





ANNEXE 4

RELATIONS ENTRE MESURES D'ADAPTATION ET DE MITIGATION

ADAPTATION

MITIGATION

Renforcement :

- des politiques sanitaires et sociales;
- de la préparation en cas d'urgence;
- des infrastructures physiques;
- de la résilience du système de production agricole et des forêts;
- de la protection des ressources naturelles;
- des moyens de subsistance des populations vulnérables;
- de la résilience des zones côtières et des systèmes de gestion d'eau;
- etc.

- développement des capacités;
- infrastructure verte;
- conservation de l'eau et de l'énergie;
- croissance «intelligente»;
- production locale;
- reboisement;
- etc.

Renforcement ou création :

- des puits de carbone;
- des systèmes de production d'énergie renouvelable réduisant les émissions de gaz à effet de serre;
- des moyens de transport durable;
- de l'efficacité énergétique et du rendement du carburant;
- d'approches technologiques à faible intensité de carbone;
- captage et de l'utilisation des gaz de décharge;
- etc.







STRATÉGIE GÉNÉRALE



AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



ACTION HUMANITAIRE



COMMUNICATION



DÉVELOPPEMENT LOCAL



ÉTATS FRAGILES



EAU ET ASSAINISSEMENT



ÉDUCATION - Formation et Insertion professionnelles



ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



ÉVALUATIONS



GENRE



GOUVERNANCE



MICROFINANCE



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



SANTÉ

DIRECTION DE LA COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

6, rue de la Congrégation | L-1352 Luxembourg
Tél: [352] 247-82351 | Fax: [352] 46 38 42
<http://cooperation.mae.lu>